



**PRÉFÈTE
DE LA HAUTE-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale Aube - Haute-Marne

CHAUMONT, le 10 septembre 2025

Nos réf. : SHM/FM/MT n° 25-250

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26 août 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL (ex SWFT)

Rue Gérard Schmitt - 52300 JOINVILLE

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26 août 2025 dans l'établissement FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL (ex SWFT) implanté rue Gérard Schmitt 52300 JOINVILLE. L'inspection a été annoncée le 21 août 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La présente visite d'inspection a été programmée afin de faire un point sur la mise en œuvre des mesures prescrites dans l'arrêté de mise en demeure n° 52-2024-07-00207 du 29 juillet 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRANZ KAMINSKI FRANCE SARL (ex SWFT)
- Rue Gérard Schmitt 52300 JOINVILLE
- Code AIOT : 0005701249
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site, anciennement SWFT, a été repris par la société FRANZ KAMINSKI FRANCE en 2016, pour une activité de dégazage, nettoyage et réparation de wagons citernes et autres wagons.

Suite à la perte de contrat avec le principal client du site, la société FRANZ KAMINSKI FRANCE a été placée en liquidation judiciaire sèche par jugement du 6 mars 2023. Le site est, par conséquent, en arrêt d'activité depuis cette date.

L'étude Berthelot et associés est en charge de cette liquidation judiciaire.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
 - ◆ « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Évacuation déchets non dangereux combustibles	AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1	Consignation	
3	Diagnostic pollution des sols et des eaux souterraine	AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1	Consignation	
4	Analyses en entassements de déchets de bois	AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1	Consignation	
5	Mise en sécurité wagons contenant du goudron solidifié	AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1	Consignation	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Évacuation wagons vides	AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Certaines mesures prescrites dans l'arrêté de mise en demeure n° 52-2024-07-00207 du 29 juillet 2024 ne sont pas considérées comme finalisées par l'inspection des installations classées :

- certains déchets combustibles sont toujours présents sur site
- le diagnostic d'évaluation environnementale indique la nécessité de réaliser des études complémentaires afin de quantifier l'état des pollution et contrôler l'impact du site sur les milieux environnants (eaux souterraines, les eaux superficielles et les sédiments)
- la sécurisation et le plan de gestion des wagons contenant du goudron solidifié ne sont pas clairement établis et reposent, pour le moment, sur la réalisation de tests dont la réussite n'est pas garantie.

De plus, certains constats réalisés sur site indiquent que de nouveaux points de pollution potentielle sont apparus :

- ✗ eau potentiellement chargée dans la fosse implantée dans l'annexe du bâtiment principal
- ✗ eaux chargées, à minima en hydrocarbures, dans les fosses présentes sous l'ancienne station de lavage des wagons.

Compte tenu de ces éléments, l'inspection des installations classées propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne de procéder, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, à la consignation d'un montant permettant de réaliser la mise en sécurité du site et de compléter les études en vu d'établir un plan de gestion des pollutions présentes.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Évacuation déchets non dangereux combustibles

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation déchets non dangereux combustibles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société FRANZ KAMINSKI FRANCE, représentée par son liquidateur judiciaire, la société BERTHELOT et Associés, est mise en demeure de respecter, pour son site de JOINVILLE, les prescriptions suivantes sur les parcelles AK 13, AK 14, AK 24, AK 34 de cette commune :</p> <p>dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté</p> <ul style="list-style-type: none">- évacuer l'ensemble des déchets non dangereux combustibles, <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors la visite d'inspection, il a été constaté que des déchets non dangereux combustibles sont toujours présents sur site :</p> <ul style="list-style-type: none">- emballages cartons et autres déchets dans le bâtiment principal- cartons et papiers dans les parties inférieures des « châteaux d'eau » <p>Ce point est donc considéré comme non conforme. La mise en demeure n'étant pas respectée, l'inspection des installations classées propose donc à Madame la Préfète de la Haute-Marne, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de procéder à la consignation d'un montant permettant l'évacuation des déchets présents sur site.</p> <p>Observations :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées à aussi constaté la présence de déchets métalliques entreposés à l'extérieur du bâtiment principal.</p> <p>De plus, le démontage de l'auvent couvrant les anciennes fosses de récupération de matière dangereuse, associé aux précipitations récentes, a engendré un remplissage des fosses par des eaux chargées en hydrocarbures et autres produits présents sur site.</p> <p>Enfin une fosse implantée dans une annexe du bâtiment principal est partiellement remplie d'eau, compte tenu des activités précédemment pratiquées sur site, il conviendrait d'analyser cette eau pour effectuer une levée de doute concernant une éventuelle pollution.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 2 : Évacuation wagons vides

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Évacuation wagons vides
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société FRANZ KAMINSKI FRANCE, représentée par son liquidateur judiciaire, la société BERTHELOT et Associés, est mise en demeure de respecter, pour son site de JOINVILLE, les prescriptions suivantes sur les parcelles AK 13, AK 14, AK 24, AK 34 de cette commune : dans un délai de quatre mois à compter de la date de notification du présent arrêté</p> <p>[...]</p> <p>- évacuer les wagons vides.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, aucun wagon vide n'a été constaté sur site. Seuls 3 wagons contenant du goudron solidifié (selon les informations de l'ancien exploitant) sont présents. La sécurisation de ces wagons fait l'objet du point de contrôle n° 5.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Diagnostic pollution des sols et des eaux souterraine

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Diagnostic pollution des sols et des eaux souterraines
Prescription contrôlée : La société FRANZ KAMINSKI FRANCE, représentée par son liquidateur judiciaire, la société BERTHELOT et Associés, est mise en demeure de respecter, pour son site de JOINVILLE, les prescriptions suivantes sur les parcelles AK 13, AK 14, AK 24, AK 34 de cette commune : [...] Dans un délai de six mois à compter de la date de la notification du présent arrêté <ul style="list-style-type: none">réaliser un diagnostic de pollution des sols et des eaux souterraines à l'aide d'un bureau d'études certifié selon la norme NF X 31 afin de quantifier l'état de pollution des sols et contrôler l'impact du site sur les milieux environnants [...]
Constats : Le dernier dossier d'évaluation environnementale réalisé, le 31 janvier 2025, par un organisme agréé, a été transmis à l'inspection des installations classées. Les conclusions de ce rapport sont les suivantes : <i>«Le schéma conceptuel d'exposition traduit plusieurs voies d'exposition potentielle sur site et hors-site : Sur site : Via contact cutané et ingestion et inhalation de poussières contaminées ; Via l'inhalation de vapeurs contaminées. Sur les bases des analyses réalisées sur les eaux de surface et des usages des eaux souterraines identifiés au chapitre 5.2, il n'est pas retenu de voie d'exposition hors-site. En effet, en l'état actuel des connaissances et bien que des contaminations aient été identifiées dans les eaux souterraines en périphérie du site (origine encore incertaine), celles-ci ne sont pas de nature à remettre en question les usages hors-site recensées dans cette étude. Ces résultats d'analyses appellent à la réalisation d'investigations complémentaires dans le cadre de la future gestion des pollutions identifiées : sur les sols afin de délimiter les impacts et guider les scénarios de gestion des pollutions concentrées ; sur les gaz du sol afin d'évaluer l'exposition potentielle aux inhalations de vapeurs contaminées des futurs usagers du site. Par ailleurs, il est recommandé de réaliser des investigations complémentaires : - sur les eaux souterraines afin de définir de sens d'écoulement des eaux souterraines en période de basses eaux ainsi que de définir l'origine des impacts identifiés dans les eaux souterraines ; - sur les eaux de surface en période de basses eaux (étiage) afin de confirmer l'absence d'impact sur ces deux milieux en période de basses eaux. Par ailleurs, dans le cadre de la remise en état du site, conformément aux exigences du Code de l'Environnement dans le cadre de la cessation d'activité du site, des investigations complémentaires sur les sols au droit des zones de pollutions identifiées sont nécessaires afin de définir les scénarios de gestion des pollutions identifiées. Dans le cadre de la mise en sécurité du site, et au regard des connaissances actuelles sur l'état des milieux, le site n'est pas de nature à remettre en question les intérêts visés à l'article R. 512-75-1 du Code de l'Environnement»</i> Compte tenu de ces conclusions, l'inspection des installations classées considère que la quantification et la qualification des polluants présents sur site (dans le sol) et hors du site (eaux souterraines, eaux superficielles et sédiments) ne sont pas suffisamment complètes et propose à Madame la Préfète de la Haute-Marne, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de procéder à la consignation d'un montant permettant de réaliser les études complémentaires afin de quantifier l'état de pollution et contrôler l'impact du site sur les milieux environnants (eaux souterraines, les eaux superficielles et les sédiments).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 4 : Analyses en entassements de déchets de bois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Analyses entassements de déchets de bois
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société FRANZ KAMINSKI FRANCE, représentée par son liquidateur judiciaire, la société BERTHELOT et Associés, est mise en demeure de respecter, pour son site de JOINVILLE, les prescriptions suivantes sur les parcelles AK 13, AK 14, AK 24, AK 34 de cette commune :</p> <p>[...]</p> <p>dans un délai de six mois à compter de la date de la notification du présent arrêté</p> <p>[...]</p> <p>- réaliser des analyses sur les entassements de déchets de bois afin de révéler, le cas échéant, la présence de créosote et procéder ensuite à l'évacuation de ces déchets par les filières idoines,</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection des installations classées constate que les divers entassements de bois sont toujours présents sur le site.</p> <p>Par courriel du 26 août 2025, le représentant du liquidateur a transmis à l'inspection des installations classées le rapport des analyses effectuées sur les divers entassements de bois présents sur le site.</p> <p>Ce rapport indique que l'ensemble des entassements de bois présente des traces d'hydrocarbures totaux, de HAP et de créosote à des taux variables :</p> <p>Hydrocarbures totaux : 4 500 à 39 000 mg/kg de matière sèche</p> <p>HAP : 1 000 à 17 000 mg/kg de matière sèche</p> <p>Créosote : 71 à 1 810 mg/kg de matière sèche</p> <p>Compte tenu de ces éléments, ces déchets doivent donc être évacués vers des filières adaptées à ces types de polluants.</p> <p>L'arrêté de mise en demeure prescrivant à la fois l'analyse des entassements et l'évacuation de ces derniers, la prescription n'est donc pas entièrement respectée. Il est donc proposé à Madame la Préfète de la Haute-Marne de procéder à la consignation d'un montant permettant de réaliser l'évacuation des entassements de bois vers des filières adaptées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation

N° 5 : Mise en sécurité wagons contenant du goudron solidifié

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 29/07/2024, article 1
Thème(s) : Autre, Mise en sécurité wagon contenant du goudron solidifié
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société FRANZ KAMINSKI FRANCE, représentée par son liquidateur judiciaire, la société BERTHELOT et Associés, est mise en demeure de respecter, pour son site de JOINVILLE, les prescriptions suivantes sur les parcelles AK 13, AK 14, AK 24, AK 34 de cette commune :</p> <p>[...]</p> <p>dans un délai de six mois à compter de la date de la notification du présent arrêté</p> <p>[...]</p> <ul style="list-style-type: none">- mettre en sécurité les wagons contenant du goudron solidifié en faisant réaliser au préalable des essais de faisabilité pour valider la méthodologie de curage des déchets de goudrons et le coût des travaux.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, les 3 wagons contenant du goudron solidifié sont toujours présents sur site. Le représentant du liquidateur indique qu'un devis a été reçu concernant des essais de curage. Le représentant du liquidateur précise qu'aucune garantie de réussite de l'opération n'est avancée. Compte tenu de ces constats, la mise en sécurité des wagons n'est pas considérée comme complète par l'inspection des installations classées. Il est donc proposé à Madame la Préfète de la Haute-Marne, en application de l'article L. 171-8 du code de l'environnement, de procéder à la consignation d'un montant permettant, à minima, de réaliser les essais de curage.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Consignation